

Le gouvernement des sciences et des techniques

Bilel BENBOUZID

Un ouvrage de synthèse fait le point sur l'apport des études sur les sciences et les technologies en matière de philosophie politique. Un éclairage précieux sur les rapports entre le savoir et le pouvoir, et notamment sur la formation du débat public.

Recensé : Christophe Bonneuil et Pierre-Benoît Joly, *Sciences, techniques et société*, Paris, La Découverte, Collection Repères, 2013, 128 p.

Je remercie Christina Martineau pour sa précieuse relecture.

Aujourd'hui, on mesure bien la contribution du domaine des *Sciences and Technologies Studies* (STS) à l'épistémologie et à la philosophie politique. On connaît moins son impact direct et indirect sur la sphère publique. Christophe Bonneuil et Pierre-Benoît Joly nous offrent un livre remarquable de clarté sur cet aspect des STS jusque-là peu visible et difficilement pénétrable du fait de l'ampleur du domaine et d'une littérature essentiellement anglophone. Écrit sous la forme d'un manuel accessible à tous, cet ouvrage nous permet de comprendre le débat, dans le domaine interdisciplinaire des STS, sur le statut du savoir dans nos sociétés contemporaines. Il éclaire aussi la manière dont, en retour, les STS interviennent dans la production des connaissances et participent des débats publics qui lui sont associés. Partant du postulat de la « fabrication conjointe de l'ordre des savoirs et de l'ordre social », les auteurs présentent les STS en cinq thèmes recouvrant systématiquement l'analyse des rapports sciences/société : les politiques de la recherche, l'opinion publique sur les sciences, la dimension politique de l'expertise sur les risques, le tournant participatif et le retour de l'amateur. Après avoir situé en introduction les STS dans la perspective foucauldienne d'analyse des relations de pouvoir dans l'ordre de la connaissance, les auteurs consacrent un chapitre à chacune des cinq dimensions susmentionnées.

Une crise des rapports entre science et société

Les trois chapitres centraux rendent compte de l'apparition de la crise des rapports entre science et société. Ils éclairent également l'articulation complexe et fragile entre deux techniques de pouvoir : l'expertise sur les risques associés aux innovations technoscientifiques et les procédures de participation qui permettent aux publics de penser les sciences et de prendre position sur les conditions d'existence de ces innovations. Ces deux types de moyens pour conduire les innovations émergent de manière concomitante dans les années 1970 alors que s'accroît la mobilisation contre les risques technologiques et les innovations qui leur sont associées (nucléaire, pesticides, etc.). Les sciences sociales ont théorisé ce contexte comme un tournant « post-industriel », « post-fordiste », d'émergence de la « société du risque », de la « modernité réflexive », de la « vie liquide » ou de « l'hypermodernité », autant de grandes théorisations sociales examinées par les auteurs pour rendre compte de la crise de légitimité des connaissances scientifiques. C'est à partir des années 1970 que les sciences sociales entreprennent l'analyse de cette crise en s'intéressant

d'une part, par de grandes enquêtes, à l'opinion publique sur les sciences et aux représentations sociales sur les risques ; et d'autre part, à la construction des problèmes publics, notamment par la sociologie des mouvements sociaux.

L'ouvrage permet de comprendre comment les travaux en *Sciences and Technology Studies* se distinguent des grandes théorisations sociales qui opposent un avant et un maintenant, opposition rendue fictive par les analyses d'histoire des sciences sur le temps long ; avec les sciences sociales des risques qui ont tendance à naturaliser les risques ; et avec la sociologie des mouvements sociaux qui ne s'intéresse pas à la construction des sciences. Refusant la distinction entre science et société, analysant la fabrique de l'expertise, traitant les controverses comme les moteurs de l'innovation et non comme des anomalies, les STS produisent une forme de connaissance sur les sciences qui invite à « repenser les publics et leurs rapports aux techno-sciences » (p. 46).

L'ouvrage le montre bien, les STS contiennent en elles-mêmes les ingrédients de l'émancipation des publics. Les travaux sur « l'expertise scientifique à finalité politique » ont permis de remettre en question la rhétorique de la « compétence », de l'« indépendance » et de la « transparence » de l'expertise, non pas pour dénoncer une instrumentalisation des experts par la sphère politique, mais pour souligner la dimension inéluctablement politique de l'expertise. « Reconnaître la part d'incertitude qui caractérise toute connaissance, accepter que l'expertise soit un processus dans lequel les connaissances gagnent en robustesse lorsqu'elles sont mises à l'épreuve, ne pas masquer les intérêts et les rapports de forces... Voilà quelques recommandations issues des travaux des STS sur l'expertise (p. 67-68) ». Nous retrouvons ces recommandations en filigrane de toute une série de travaux assez bien synthétisés dans l'ouvrage : l'analyse du processus de construction de la crédibilité de l'expertise à travers son institutionnalisation (normes, protocoles et modèles standards d'analyse des risques) ; l'étude des controverses et de la démocratisation des sciences et des techniques ; et les approches comparatistes, selon les États, des configurations institutionnelles dans lesquelles se produisent différemment des « façons de connaître et des façons de réguler » – de ce point de vue la description des « épistémologies publiques » différenciées de Sheila Jasanoff remet en question l'idée d'une « autorité naturelle de la connaissance (p.72)».

Cette sociologie critique de l'expertise a contribué au mouvement international de démocratisation des sciences et des techniques avec la mise en place progressive des politiques de participation des publics. Ce mouvement, les auteurs en retracent la genèse dans de grands ouvrages de philosophie politique du XXe siècle qui tentent de penser comment une « démocratie délibérative » pourrait se substituer à notre « démocratie représentative » bien établie. Les auteurs ont raison d'insister sur le philosophe pragmatiste Américain John Dewey et son célèbre désaccord avec Walter Lippmann sur la manière dont nous pourrions compter sur la capacité réelle des publics profanes à produire des connaissances scientifiques : « L'accent mis sur la formation des publics autour de problèmes, la conception de la science comme un processus social qui s'engage avec le monde et le transforme, l'importance des délibérations entre experts et profanes pour résoudre les problèmes font de Dewey le penseur des relations entre sciences et démocratie le plus proche des STS ». Mais comment faire en sorte que des profanes puissent concrètement participer à des décisions qui relèvent de connaissances expertes ? Au début des années 2000, les STS font de cet impératif participatif un véritable objet de recherche, mais dans une perspective explicitement normative : « Comment construire l'action politique qui intègre réflexivement et démocratiquement le rôle des objets (connaissances, catégories, artefacts, instruments etc.) dans la médiation des rapports sociaux ? ». Plusieurs recherches essaient différemment de relever ce défi. Certains

dressent la cartographie des controverses en proposant d'« équiper les publics » de cartes interactives afin de naviguer au cœur de l'acteur-réseau dans lequel se fait et se défait le contenu des techno-sciences. D'autres construisent une évaluation technologique constructiviste utilisant la méthode de scénario d'anticipation des possibles applications futures des innovations. L'anthropologie expérimentale, consistant à s'immerger dans le laboratoire, tente également de son côté d'injecter de nouvelles conceptions de l'éthique des risques et de la philosophie des techniques.

Dans une perspective plus critique, d'autres travaux se sont attachés à une analyse des politiques de participation en prenant pour objet l'« ingénierie participative » se formant autour d'une multitude de dispositifs mis en place par les gouvernements : mini-publics, débats publics, consultation, sondage délibératif. Ces recherches dressent un bilan mitigé des effets de ces dispositifs où la participation apparaît comme un instrument de gouvernementalité pour rétablir la confiance des publics plutôt qu'un véritable espace d'*empowerment* où les « transformations ontologiques, épistémiques et politiques produites dans les laboratoires peuvent être mises en débat (p. 90) ».

Quoi de neuf dans les rapports entre science, État, marché et société ?

L'apport des STS ne se limite pas à cette description critique d'une double technique de pouvoir – l'expertise sur les risques d'un côté, et les dispositifs participatifs de l'autre – permettant aux élites politiques, administratives et scientifiques de conserver un statut dominant dans le gouvernement des sciences. Il n'a pas simplement fallu que tout change pour que rien ne change. Le premier et le dernier chapitre nous dévoilent les transformations aujourd'hui à l'œuvre dans la conduite des sciences et des techniques. « Qu'est-ce qui est nouveau dans les rapports entre science, technologie, État, marché et société ? », s'interrogent les auteurs en début d'ouvrage.

Cette question a d'abord été posée par Michael Gibbons qui observe l'émergence, depuis le début des années 1980, d'une nouvelle manière de connaître. Selon lui, nous serions passés d'une production de connaissances conduite par les intérêts d'une communauté académique autonome à des connaissances établies dans un contexte d'action, en relation étroites avec les utilisateurs. Dans le monde des STS, l'analyse de Gibbons et Nowotny soulève un vif débat à la fois politique et scientifique. Sur le plan politique, de nombreux sociologues des sciences reprochent aux auteurs de faire l'éloge d'un modèle – largement repris par les dirigeants des administrations de la recherche dans les pays de l'OCDE – qui menace l'autonomie des chercheurs et la recherche fondamentale. Sur le plan scientifique, ce sont les historiens des sciences qui montrent que les sciences ont été de tout temps co-construites avec les gouvernements ou le secteur industriel. Dans le champ des STS, on s'accorde plus à reconnaître que les transformations s'opèrent plutôt sur le plan du « régime de production et régulation des savoirs », c'est-à-dire sur la manière dont s'articulent les sphères administratives, économiques et scientifiques. Notre époque serait caractérisée par un régime néolibéral de production des savoirs où le « paradigme traditionnel de la science comme bien public, source de progrès et pilier du *Welfare State*, est remplacé par le paradigme de la science comme source de compétitivité économique ». Concrètement, on observe un recul de la dépense publique et une financiarisation de l'innovation qui a pour effet d'évaluer les promesses plus que les réalisations ; l'extension des droits de propriété intellectuelle sur la connaissance qui a tendance à bloquer l'innovation plutôt qu'à la propulser ; et un *new public management* de la recherche qui implique une concentration des ressources sur un petit nombre de laboratoires en compétition permanente avec les autres.

Dans ce contexte, c'est la manière de connaître, dans ces nouvelles relations de pouvoir, qui change et qui reste à analyser.

Un retour de « l'amateur »

Cette nouvelle manière de connaître ne doit pas seulement être examinée par l'analyse de l'activité des professionnels de la science. Bonneuil et Joly terminent leur ouvrage avec un cinquième chapitre en se demandant si nous n'assisterions pas au « retour de l'amateur » dans la production des connaissances ? Un « retour » car les auteurs rappellent un moment de l'histoire des sciences souvent oublié, celui où l'amateurisme scientifique était puissant et incarnait la philosophie kantienne des lumières où la « recherche du savoir devient un droit et un devoir du citoyen ». Mais l'institutionnalisation des sciences, étroitement liée à la formation des États et du capitalisme industriel, participe d'une délégitimation de l'amateur. Il faut attendre les années 1970 pour observer un retour de l'amateur, dans le secteur médical en particulier, avec les mouvements féministes aux États-Unis qui développent une sorte de gynécologie clandestine, plus tard avec le militantisme des malades du SIDA qui se dotent d'une solide expertise sur leur propre maladie ou encore l'association française contre les myopathies qui « collecte et distribue des sommes supérieures au budget de fonctionnement de l'INSERM ». Cette « science citoyenne », on la retrouve aussi en informatique avec les mouvements des logiciels libres ou en agriculture avec les collectifs de paysans reconnus comme acteurs de la gestion de biodiversité. Cette nouvelle figure de l'amateur relève de plusieurs formes d'engagement (usagers-innovateurs, hackers, « militant expert », « groupe concerné » etc.) que les STS analysent comme des mouvements « d'appropriation citoyenne des savoirs [qui] constituent des communautés de pratiques éclatées, n'invoquant pas tant un « intérêt général » qu'une multitude de « biens communs ». Mais les auteurs concluent brièvement en montrant comment se constituent les savoirs en réseaux à partir desquels les amateurs deviennent des ressources précieuses et bon marché pour les producteurs de technologies, comme l'illustre bien l'exemple de la plateforme Do It Yourself Genomics, sorte de génétique participative, de Facebook génomique où les personnes ayant acheté un génotypage de leur génome peuvent renseigner leur phénotype (en particulier leur maladie), ce qui permet de réaliser des recherches à la fois robustes et à moindre coût. « Faut-il voir dans ces évolutions l'avènement de la démocratie technique et de la science citoyenne ? » ou ne sont-elles pas « un moyen de sommer les savoirs vernaculaires de se rendre eux-mêmes intelligibles aux savoirs savants, là où les modèles étatiques et top-down de développement avaient échoué à les insérer au marché ? »

C'est ici que l'ouvrage pêche : ces deux questions fondamentales demeurent trop peu développées par les auteurs. Il manque à ce bel essai une conclusion susceptible de faire ressortir cette dialectique du gouvernement des sciences et des techniques : affirmation d'un mode de production des sciences ouvert aux utilisateurs et régime néolibéral de production des savoirs ; création du principe de précaution et fabrication de l'expertise des risques ; montée en puissance des innovations d'*empowerment* et instrumentalisation des dispositifs participatifs par les gouvernements ; retour puissant de l'amateur et récupération des savoirs profanes par les logiques capitalistes.

Publié dans laviedesidees.fr, le 10 avril 2014

© laviedesidees.fr